

Détention : «Vu l'état de nos prisons, nous allons au-devant d'incidents très graves»

Libération, par Nathalie Raulin, le 11 novembre 2024

Dominique Simonnot, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, réagit au constat formulé par le garde des Sceaux de ne pouvoir tenir l'objectif, prévu par Emmanuel Macron en 2017, de construire 15 000 nouvelles places de prison d'ici 2027.

Encore une promesse d'Emmanuel Macron qui ne sera pas tenue. Ce dimanche, le garde des

Sceaux, Didier Migaud, [a admis que l'objectif fixé par le chef de l'Etat en 2017 de construire 15 000 places de prison supplémentaires d'ici à 2027 ne sera pas atteint.](#) Un euphémisme puisque, début octobre, seules 4 500 d'entre elles étaient livrées. La surpopulation carcérale atteignant un niveau jamais vu avec près de 80 000 détenus pour 62 300 places, la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, relaye «*l'extrême inquiétude*» du Comité européen pour la prévention de la torture après à sa visite en septembre et estime qu'il y a «*urgence*» à introduire dans la loi un mécanisme de régulation carcérale.

Le garde des Sceaux, Didier Migaud, a reconnu ce dimanche que l'objectif fixé en 2017 par Emmanuel Macron de construire 15 000 nouvelles places de prison ne serait pas tenu. Vous vous y attendiez ?

Oui, et depuis 2017, je dirais qu'enfin le gouvernement reconnaît la réalité ! En sept ans, on a réussi à construire 4 500 places supplémentaires. Dans cet intervalle, la France a été condamnée deux fois par la Cour européenne des droits de l'homme pour condition de détentions indignes et plusieurs fois par les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat... On promet de construire mais, pour vous donner une idée, le centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach qui a ouvert en décembre 2021 était une promesse de Michèle Alliot-Marie, alors garde des Sceaux, en 2008 ! Et pour quel résultat ? Trois ans après son ouverture, cette prison qui compte 520 places est pleine à 200 % ! Plutôt que de tout miser sur d'hypothétiques nouvelles prisons, il vaudrait mieux utiliser l'argent public pour rénover celles qui existent.

L'état des prisons est si déplorable ?

C'est pire que tout ce qu'on peut imaginer. J'ai récemment visité la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (Essonne). J'ai vu des cellules de six avec des fenêtres qui ne ferment pas, si bien qu'en ce moment les détenues se gèlent, avec des toilettes au milieu de la pièce et juste un petit muret de séparation. Les femmes peuvent être jusqu'à trois dans des cellules individuelles. Ces conditions de détention indignes, je les ai croisées dans beaucoup d'endroits. A Perpignan, Toulouse Seysses ou encore Bordeaux Gradignan et en outre-mer où la situation est épouvantable, j'ai vu les bras des détenus couverts de piqûres de punaises de lit, des cellules infestées par les cafards et parfois les rats. Certains centres comme à Nice sont surpeuplés à 200 % ! Les surveillants souffrent également dans leur

travail et sont débordés au point de devoir annuler les activités des prisonniers voire leurs rendez-vous médicaux. Je vous laisse imaginer la tension que cela peut générer, entre les prisonniers et avec les surveillants. Le directeur pénitentiaire d'Occitanie vient d'ailleurs d'envoyer un courrier à sa tutelle pour supplier qu'on arrête d'incarcérer tant la situation des établissements de sa région est intenable.

Vous avez tiré la sonnette d'alarme ?

Bien sûr et je ne suis pas la seule. En septembre, le Comité européen pour la prévention de la torture a fait une restitution alarmante de sa visite. Il se sont dits extrêmement inquiets de la surpopulation et de l'état de délabrement des prisons. Ils nous ont dit qu'on allait au devant «*d'incidents très graves*». Rien que les installations électriques feraient s'évanouir n'importe quel électricien. Tout est intégralement à revoir. A Grenoble l'an dernier, un court-circuit a occasionné un incendie dans un atelier, heureusement vide...

Le Premier ministre comme le ministre de l'Intérieur veulent favoriser les courtes peines de prison effectives. Qu'en pensez-vous ?

Il faudrait déjà qu'on vide nos prisons pour que ce soit applicable. Pour l'heure, on a tout de même 3 800 matelas par terre.

Que préconisez-vous ?

Augmenter le nombre de places de prison ne sert à rien, car plus on en a, plus on incarcère. Vu les conditions de détention, cela ressemble à une vengeance, assortie de ce qui s'apparente à des châtiments corporels. Voilà qui ne favorise en rien la réinsertion, alors que le but de la prison est, certes de punir, mais aussi, comme le dit la loi, de préparer une vie dehors exempte de délits. Et non d'être enfermé en cellule à trois dans 9 m², 22 heures sur 24. On ne peut pas s'étonner ensuite d'un taux de récidive de 40 % dans les cinq ans. Il faut changer de logique, inscrire dans la loi un mécanisme de régulation carcérale, pour résorber la surpopulation dans nos prisons. L'immense majorité de ceux qui peuplent les prisons n'est pas constituée de criminels, mais de gens qui purgent des peines de quelques mois et qui ressortent sans aucun accompagnement. Mieux vaudrait les faire sortir de manière anticipée sous le contrôle des services pénitentiaires d'insertion et de probation. C'est ce qu'on a fait durant le Covid, et il n'y a pas eu de drame. C'est ce qu'ont fait l'Allemagne, l'Espagne ou les Pays-Bas avec des résultats qu'on leur envie.